

LE BULLETIN

32 av. de l'Europe
38030 GRENOBLE CEDEX 2

04 76 09 65 54

accueil@cgt-isere.fr

ud38.reference-syndicale.fr

JUIN 2025

N° 809



DOSSIER:

AVENIR DE LA MICRO ÉLECTRONIQUE EN ISÈRE

LUTTES

**RETRAITE
BÂTIR UN RAPPORT
DE FORCES**

p. 6

SYNDICALISATION

**POUR NOUS RENFORCER,
SYNDIQUONS
MASSIVEMENT !**

p. 9

MARCHE DES SOLIDARITÉS

**JOURNÉE INTERNATIONALE
POUR L'ÉLIMINATION DE LA
DISCRIMINATION RACIALE**

p. 10

SOMMAIRE

2 ÉDITO

4-5 DOSSIER

« QUEL AVENIR POUR LA MICRO-ÉLECTRONIQUE ? »

4 Stratégie

5 Témoignages

6-7 LUTTES

6 Retraites

7 TSP

Eustache & Oslaid

8-9 VIE SYNDICALE

8 Congrès USD 38

9 Congrès AFIPH
SYNDICALISATION

10-11 INTERNATIONAL

10 Marche des solidarités :
journée internationale
pour l'élimination de la
discrimination raciale

11 Interview Castro Abdallah,
Président de la FENASOL



Directeur de la publication :

Nicolas BENOIT

Imprimé par nos soins

N° CPPAP

0226 S 05444

I.S.S.N. 1154-6670



édito

Adrien Poirieux

UD CGT 38

Le 5 Juin toutes et tous en Grève !!!!

Le conclave décidé par le 1^{er} ministre afin de trouver un consensus sur la question de la réforme des retraites est un échec cuisant pour la politique néolibérale de notre gouvernement.

Un effet d'annonce à l'image de l'élection du pape, comme si on pouvait enfermer représentants du patronat et des syndicats pendant des jours afin de trouver un compromis...

C'était un objectif ambitieux qui cachait en fait une tactique politicienne afin de rassurer l'opinion, de trouver une majorité pour ce gouvernement assis sur une instabilité grandiloquente et surtout gagner du temps pour pouvoir passer à autre chose dans le débat public...

Mais alors que les discussions ont lieu, le 16 03 25, François Bayrou lâche une bombe en indiquant qu'il n'y aura pas de retour en arrière sur l'âge de départ

«...COMME SI ON POUVAIT ENFERMER REPRÉSENTANTS DU PATRONAT ET DES SYNDICATS PENDANT DES JOURS AFIN DE TROUVER UN COMPROMIS...»

et le nombre de trimestres de cotisations, car la situation internationale ne le permet pas...

Quel scandale !!! On n'aurait pas les moyens de financer ces modifications alors que dans le

même temps on fait 178 milliards de cadeaux aux entreprises... c'est inacceptable.

Autant dire qu'après une telle annonce, cela devient mission impossible... notamment pour notre organi-



Je rejoins la cgt !



sation syndicale qui milite pour l'abrogation de la réforme Borne et pour un retour à une retraite à 60 ans ou 37.5 années de cotisations.

On se demande même comment la CFDT peut encore siéger dans ce simulacre de négociations dont les dés ont été pipés quasiment dès l'annonce.

Suite à la consultation nationale organisée par la Confédération, les syndicats CGT ont fait savoir que nous ne devons plus nous rendre dans les salons feutrés des ministères.

Alors que faire pour inverser cette tendance ?

Comme toujours, c'est bien par la lutte que cela passera, alors nous avons encore

«...les syndicats CGT ont fait savoir que nous ne devons plus nous rendre dans les salons feutrés des ministères»

quelques jours pour organiser une mobilisation importante.

Alors nous devons tracter, nous rendre sur les lieux de passage, afficher toutes les manifestations qui seront organisées en Isère et convaincre les salarié.e.s de se mettre en grève ce jour-là car ce n'est pas encore à nous de supporter ces injustes choix politiques et économiques.



5 JUIN :

Grève et Manifs



6 JUIN :

AG des syndicats CGT de l'Isère

11 JUIN :

Conférence intersyndicale Retraite

13 JUIN :

130 ans CGT
500 jeunes à Montreuil

24 JUIN :

Conférence des Unions locales et professions



LES DATES



QUEL AVENIR POUR LA MICRO-ÉLECTRONIQUE ?

Depuis le Covid-19 et la pénurie massive sur les semi-conducteurs qui avait eu de nombreuses conséquences négatives sur notre industrie, les cartes de ce marché ont été largement rebattues. Même si le caractère très complexe et mondialisé de cette chaîne de valeur rend une autonomie totale très compliquée sur cette filière, la stratégie actuelle de l'Europe et de la France sur le sujet doit être interrogée.

Ces dernières années, des investissements allant de plusieurs dizaines à plusieurs centaines de milliards ont été amorcés par les pays et les régions acteurs de cette filière éminemment stratégique (Asie, Etats-Unis et Europe principalement) et transverse : électronique grand public (smartphones, PC, réseaux associés...), industrie / énergie, défense...

«LA STRATÉGIE ACTUELLE DE L'EUROPE ET DE LA FRANCE SUR LE SUJET DOIT ÊTRE INTERROGÉE»

faute d'investissements suffisants, ne pourra que se maintenir à un niveau très modeste : moins de 12% de la production mondiale en 2030 à comparer à l'objectif initial de 20% visé par le plan d'investissement « European Chips Act » avec sa déclinaison nationale constituée par le volet électronique « France 2030 ».

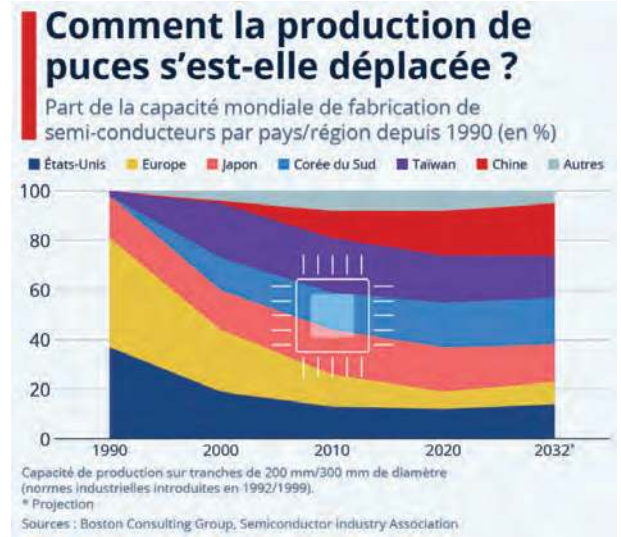
Au-delà de cet aspect quantitatif inquiétant, il est également notable de constater que l'Europe s'est rendue complètement dépendante sur la production des microprocesseurs les plus avancés qui constitue déjà un enjeu majeur de souveraineté avec, entre autres, le développement à marche forcée en cours de l'Intelligence Artificielle (IA).

La crise du Covid a révélé ce que la CGT dénonce depuis longtemps, à savoir un sous-investissement chronique sur une filière, de fait, très capitalistique.

«UN SOUS-INVESTISSEMENT CHRONIQUE SUR UNE FILIÈRE, DE FAIT, TRÈS CAPITALISTIQUE»

L'écart s'est donc creusé vis-à-vis d'autres régions et en particulier l'Asie, qui ont compris les nombreux enjeux associés. Le plan d'investissement européen mis en place dans un contexte d'urgence, même s'il a permis de créer une dynamique dans quelques pays (Allemagne, Italie, France principalement) est insuffisant et globalement inefficace : « manque de clarté quant à ses objectifs et à son suivi » dixit la Cour des Comptes Européenne.

Malgré des objectifs affichés particulièrement ambitieux, notre continent à la traîne depuis le début des années 2000,



La planification industrielle est la clé pour rattraper ce lent décrochage productif sachant que l'Europe reste encore en pointe sur la recherche et le développement. Mais pour combien de temps ? Ainsi des lieux

«ÉLABORER UNE RÉELLE STRATÉGIE DE REDRESSEMENT DE LA FILIÈRE ÉLECTRONIQUE DE NOTRE CONTINENT EN CONDITIONNANT STRICTEMENT LES AIDES PUBLIQUES VERSÉES»

d'échanges et de décisions entre les politiques, les syndicats et les acteurs privés à l'échelon national et européen doivent être mis en place pour élaborer une réelle stratégie de redressement de la filière électronique de notre continent en conditionnant strictement les aides publiques versées.

Enfin le développement d'un tel appareil productif doit être élaboré dans le cadre d'une politique territoriale harmonieuse et concertée en limitant, au maximum les externalités environnementales négatives inhérentes à toute activité industrielle.



Fabrice Lallement
CGT Soitec



PAROLES DE SALARIÉ.ES

STmicro : Inquiétude pour nos emplois

La direction a annoncé brutalement la fermeture de la production à Crolles 200. Tout en affichant un discours rassurant, elle ne donne aucun élément précis ni pour les emplois de remplacement, ni pour les transferts à Crolles 300, ni pour le timing de la transition. Les salarié.e.s sont légitimement inquiet.e.s car il n'y a pas de garantie de retrouver un emploi équivalent à ce qu'ils/elles ont aujourd'hui sur le site. D'après nos estimations, il y aura plusieurs centaines de salarié.e.s STMicro sur le carreau mais aussi de nombreux fournisseurs, équipementiers et sous-traitants qui travaillent aujourd'hui sur le bassin. La stratégie de la direction est clairement de maintenir l'incertitude et la peur pour que tout le monde fasse profil bas, espérant être parmi les

« LA STRATÉGIE DE LA DIRECTION EST CLAIREMENT DE MAINTENIR L'INCERTITUDE ET LA PEUR »

heureux.ses sélectionné.e.s pour les nouveaux emplois ou transféré.e.s sur l'autre ligne de production.

STMicro a reçu des millions de subventions, le gouvernement a encore fait des promesses faramineuses récemment pour le projet d'extension avec 1000 emplois supplémentaires. La réalité aujourd'hui, c'est la suppression de 1000 emplois en France auxquels il faut ajouter environ 3 fois plus d'emplois induits. L'entreprise n'est même pas en réelle difficulté mais ce que veulent ses dirigeants c'est faire toujours plus de profits. Pour cela ils s'en prennent encore et toujours à celles et ceux qui travaillent, qui produisent les richesses.

Les militant.e.s CGT sont mobilisé.e.s pour alerter les salarié.e.s et construire la mobilisation nécessaire pour préserver notre outil industriel et nos emplois !

Alice Pelletier
CGT ST Micro



Cela fait 20 ans que je travaille chez STMicroelectronics en horaire nuit et malgré la situation actuelle de restructuration, je ne me vois pas changer de métier ! À 21 ans j'étais un peu perdue, ne sachant pas quoi faire de mon avenir et dans quel domaine me diriger, j'ai répondu à une offre d'emploi chez ce géant de la métallurgie. Pas convaincue d'y trouver ma place, surtout dans un milieu dit masculin et sans aucune expérience dans ce domaine, je m'y suis rapidement plue !

Mes 20 ans d'expérience m'ont forgé un caractère à ne rien lâcher et toujours aller de l'avant ! Etre entourée de mes collègues de travail, qui m'ont soutenue et m'ont aidée dans les moments difficiles, m'a permis de tenir et d'apprendre un métier jusque-là inconnu mais dans lequel j'ai pu me former et gagner en compétence notamment grâce aux nombreuses formations qui nous sont proposées !

« QUELLE FIERTÉ DE DONNER DE SON TEMPS POUR DES CAUSES JUSTES ET D'AIDER SON PROCHAIN ! »

De plus avec les horaires qui sont les miens (nuits week-ends) cela m'a permis de mener ma vie de famille en parallèle et de profiter de chaque instant de ma fille, sans louper les moments les plus importants de sa vie !

Aujourd'hui ce travail me permet de m'investir dans un autre domaine qui m'était jusque-là inconnu : le syndicalisme.

Quelle fierté de donner de son temps pour des causes justes et d'aider son prochain !

Laetitia Flores
opératrice salle
blanche chez
STMicroelectronics





RETRAITES : BÂTIR UN RAPPORT DE FORCES !

Le 8 avril, 59 syndiqué.e.s représentants 44 syndicats et structures de la CGT Isère étaient présent.e.s pour organiser la riposte au patronat et aux politiques libérales.



Si la participation faible marque l'état d'esprit du moment - avec une avalanche de mauvaises nouvelles pour le monde du travail et un climat politique mondial et national anxiogène -, il n'en reste pas moins que les échanges ont été riches, avec une volonté partagée de ne pas subir les coups.

Les constats restent les mêmes : difficultés à se mobiliser dans les boîtes et administrations, fatalisme et difficulté à sensibiliser,

«LES SYNDICATS PRÉSENTS PROPOSENT DE FAIRE DU 5 JUIN UNE VÉRITABLE JOURNÉE DE GRÈVE»

offensive de l'extrême droite et des politiques austéritaires (exemple du pass culture, des 10 % des arrêts maladies dans les fonctions publiques), offensive patronale (privé et public) à l'œuvre face aux classifications,

aux réorganisations de service, aux conseils disciplinaires, au télétravail, à la sous-traitance, au flex office.



Les camarades ont fait part de la nécessité de faire convergence, en interprofessionnel, autour de dates communes et de mots d'ordre communs notamment, suite à l'échec de certaines luttes, mais aussi de mener la bataille pour l'abrogation de la retraite à 64 ans, de syndiquer et d'organiser les salarié.e.s autour de ces luttes.

Il est temps de sortir du défaitisme et se mettre en ordre de bataille en donnant la priorité au 1^{er} mai - journée internationale des travailleurs - et à la journée interprofessionnelle de grève du 5 juin en faisant de ces deux dates des journées historiques, et en rappelant l'engagement de la CGT à la paix et à l'internationalisme.



Cela nécessite d'impliquer les syndicats absents ce jour dans la bataille. Sachant que 30 % des syndicats n'étaient pas mobilisés lors du conflit contre la réforme

des retraites de 2023, nous devons donc les aider à s'organiser.



Des modules de formations sur les retraites sont disponibles et les camarades formé.e.s sur le sujet sont dans l'attente de sollicitations. Les syndicats et les Unions locales sont vivement encouragés à mettre en œuvre des temps de formations aux militant.e.s et élu.e.s CGT et à organiser des réunions publiques en vue de faire monter la question des retraites.



Les syndicats présents proposent de faire du 5 juin une véritable journée de grève, cela suppose donc :

- l'organisation de tournées de services, d'assemblée générale des syndiqué.e.s et des salarié.e.s, d'heures d'informations syndicales dans les entreprises et collectivités,
- l'organisation de la diffusion des tracts (4 pages retraites et tract sondage retraite CGT-IFOP) dans les territoires (marchés, gares...) et dans les entreprises/collectivités, dans les services et secteurs professionnels,
- les collages d'affiches et la communication sur les réseaux sociaux.

Les Unions locales sont les lieux privilégiés pour les syndicats pour leur permettre de s'organiser et de se déployer dans le cadre de cette campagne sur les retraites.

Une nouvelle assemblée générale des syndicats aura lieu vendredi 6 juin pour faire un point sur cette journée et les suites à construire en prévision du Comité Confédéral National (CCN) du 10 juin.

Nicolas BENOIT
Secrétaire général de l'UD de l'Isère





LA CGT DES TRAVAILLEURS SANS-PAPIERS DÉNONCE LA RUPTURE OFFICIELLE DES ACCORDS ENTRE LA CGT ET LA PRÉFECTURE

Lors d'une réunion avec la préfecture le 1^{er} avril dernier la rupture des relations avec le Syndicat des Travailleurs Sans-papiers a été confirmée.

Des accords entre la préfecture et le syndicat qui dataient de 2009 permettaient le dépôt collectif de dossiers de régularisation des travailleurs sans-papiers et un dialogue régulier entre les deux parties.

C'était un moyen de résoudre les difficultés qui arrivent fréquemment lors de la régularisation des sans-papiers. Le droit qui régit ce domaine est d'une grande complexité souvent appliqué sans considération des aspects humains et des besoins de la situation.

La préfecture n'appliquera plus ces accords. Le rôle de la CGT des travailleurs sans-papiers en tant qu'interlocuteur n'est plus reconnu.

Les demandes se feront individuellement au guichet, en application de la circulaire Retailleau avec toutes ses restrictions, demandes qui n'aboutissent que très rare-



ment. Le ministre de l'intérieur a donné la consigne de régulariser de moins en moins de personnes.

Cette précarisation des travailleurs sans-papiers a des conséquences dramatiques : perte d'emploi, de logement, d'aides sociales et expulsion.

Le 10 mai le Syndicat a organisé un rassemblement à Grenoble pour protester contre cette décision.

Une centaine de personnes, de nombreuses associations, élu.e.s et journalistes ainsi que nos camarades des livreurs à vélo étaient présents.

Steve Fluxman
CGT STMicro



EUSTACHE ET OSLAID À L'ÉCOUTE DU MONDE

<p>SI UN COLLÈGUE VOUS RACONTE LA MÊME BLAGUE TOUS LES QUARTS D'HEURE, IL Y A DE FORTES CHANCES QU'À LA FIN DE LA JOURNÉE, VOUS LE TROUVIEZ EXTRÊMEMENT LOURD</p>	<p>S'IL PERSISTE À LE FAIRE PENDANT DES SEMAINES, IL EST PROBABLE QUE VOUS RÉVIEZ DE L'ACHEVER À COUPS DE HACHE AVANT DE BRÛLER SES RESTES DANS UNE CHAUDIÈRE</p>	<p>PAR CONTRE, DEVANT VOS ÉCRANS, VOUS TOLÉREZ SERVILEMENT LE DÉFILÉ ININTERROMPU DE JOVIAUX ABRUTIS ATTEIGNANT LA BÉATITUDE EN ACHETANT D'INDISPENSABLES OBJETS PROMIS RAPIDEMENT À LA DÉCHETTERIE</p>
<p>MÊME S'IL EST ANOREXIQUE !</p>	<p>AAH, C'EST CHAUD !</p>	<p>IL VOUS FAUT ENTENDRE RAISON, JE LUI DONNE RAISON. LA PUBLICITÉ A EU RAISON DE VOTRE RAISON</p> <p>JE NE VOUS TROUVE PAS TRÈS RAISONNABLE</p>

Lavage 25



CONGRÈS USD CGT 38 03 / 04 AVRIL 2025

L'USD CGT Santé Action Sociale de l'Isère a tenu son Congrès le 03 et 04 avril 2025 au CMCAS de Pont de Claix.

Pendant ces 2 jours, nous avons débattu sur toutes les problématiques portant sur la santé, le médico-social et le social. Nous avons tenu une table ronde sur la sécurité sociale avec l'intervention de Karen Mantovani de la CGT de la CPAM, afin que chaque délégué.e prenne conscience de l'importance du combat à mener pour la garder et la faire évoluer.



Bilan du dernier mandat, et discussion sur l'organisation à mettre en place afin d'être le plus efficient possible pour les 3 prochaines années. Le constat a été fait qu'il nous fallait développer la vie syndicale ainsi que la formation afin de donner des outils à nos syndiqué.e.s.



Nous avons retenu 3 grandes orientations :

LA SYNDICALISATION ET FORMATION SYNDICALE

Le renforcement de la CGT passe obligatoirement par la syndicalisation et la création de syndicat partout où cela est possible en lien avec les structures inter-professionnelles, afin de compléter et de soutenir la politique de formation de l'UD, tout en proposant des formations spécifiques à notre champ professionnel.

LES ELECTIONS PROFESSIONNELLES elles doivent permettre de renforcer la CGT, en présentant le maximum de listes, aussi bien dans le public que le privé.

LA PROTECTION SOCIALE Amener nos syndicats à s'engager dans les luttes pour la reconquête de notre protection sociale, sur la base de nos repères revendicatifs.

Lors du dernier Congrès en 2021 nous n'avions personne pour la vie syndicale, c'est chose faite, Serge Mazars a pris cette responsabilité en plus de celles qu'il avait déjà. L'équipe de l'USD (au complet) a été élue à l'unanimité.

Le secrétariat de l'USD est composé de : Damien Bagnis Secrétaire Général, Serge Mazars Secrétaire à l'Organisation et Qualité de Vie Syndicale, Sylvie Donnet Secrétaire à l'Activité juridique/Formation Syndicale/ Consultante juridique pour l'USD, René Velletaz Consultant juridique pour l'USD, Géraldine Mathon Secrétaire à l'Organisation Formation Syndicale/référente Conseil Médical, Franck Cocolon Secrétaire à la Politique financière, Anthony Martinez Secrétaire adjoint à la Politique financière, Elizabeth Guillemain Représentante du CHUGA, Michel Soulié et Rafael De Bortoli-Vargas Secrétaire à la communication.

Damien Bagnis





CONGRÈS DU SYNDICAT CGT-AFIPH

Le Congrès du syndicat CGT de l'Afiph s'est tenu le 14 avril 2025 dans les locaux de l'UL de Voiron.

Vingt-quatre syndiqué.e.s (sur les 115 adhérent.e.s du syndicat) ont activement participé à cette journée à laquelle était également convié Damien Bagnis, le secrétaire de l'USD 38. Après le rapport d'activité assez dense de ces trois dernières années, le bilan financier a été validé à l'unanimité. Il a ensuite été question de plusieurs modifications des statuts afin de faire évoluer la structuration du syndicat qui a continué son développement depuis le dernier Congrès et se doit de rayonner encore plus efficacement sur le département de l'Isère. La CGT est la première OS de l'Afiph avec 59% des voix aux dernières élections de 2024. Ce point a fait l'objet d'un débat animé et constructif se ponctuant par l'adoption des nouveaux statuts avec 19 voix pour et 5 abstentions.

Trois grandes orientations pour la période 2025/2028 ont été choisies :

- 1- L'organisation de la nouvelle commission exécutive pour se recentrer sur une réelle activi-



té syndicale tout en restant soutien aux élu.e.s et mandaté.e.s, création de différentes commissions (CSE, communication, tract, etc..) au service de cette CE.

- 2- La vie syndicale pour renforcer les liens avec les acteurs et actrices du secteur (syndicats de l'action sociale, Afiph à Dom, USD) les UL de l'Isère et l'UD. Poursuivre la syndicalisation à l'Afiph.
- 3- La formation pour développer le militantisme des adhérent.e.s.

Un moment convivial a clôturé cette première partie de journée qui s'est ensuite poursuivie par la désignation des membres de la CE, de la Commission Financière de

Contrôle puis l'élection du Bureau avec la reconduction de Vincent Debot en tant que Secrétaire général, assisté par Florence Laurelli et Antoine Goret comme Secrétaires adjoints. Samia Rachedi continue dans sa fonction de Trésorière avec Pascal Guegueniat comme Trésorier adjoint.

Vincent Debot
Secrétaire général CGT AFIPH



POUR NOUS RENFORCER, SYNDIQUONS MASSIVEMENT !

Depuis plusieurs années l'USTM fait de la syndicalisation une priorité. En effet, nous considérons qu'afin d'accroître le rapport de forces face à la puissance du capital et du gouvernement nous devons augmenter sensiblement le nombre de nos adhérent.e.s. Depuis que l'USTM mène cette campagne nous avons réussi à inverser la tendance du panier percé passant de 1851 FNI en 2020 à 2094 FNI en 2023. La baisse de l'adhésion n'est donc pas une fatalité ; lorsque cette question est prise en compte dans les syndicats la syndicalisation fonctionne !

Lors de notre dernier Congrès de l'UD les syndicats ont validé l'ensemble des résolutions dont la résolution 1 faisant du renforcement et de l'organisation des travailleurs et travailleuses un élément essentiel du rapport de forces. C'est donc tout naturellement que la nouvelle CE de l'UD s'est dotée d'un collectif syndicalisation afin de construire une feuille de route ambitieuse qui

sera présentée à l'ensemble des structures organisées de l'UD 38. L'objectif étant d'impulser et de soutenir l'organisation de plan de travail pour repartir à la conquête syndicale !

Pas à pas, chaque structure, chaque militant.e, chaque adhérent.e, doivent prendre toute leur part dans le renforcement de notre CGT en allant poser la question de la syndicalisation aux salarié.e.s et ce quelles que soient leurs catégories socio-professionnelles.

Notre force c'est le nombre ! Plus nous serons nombreux, plus nous pourrons conquérir de nouveaux droits et changer la société ! **La syndicalisation est l'affaire de tous !**

Nicolas Cohard
Secrétaire général USTM





MARCHE DES SOLIDARITÉ : JOURNÉE INTERNATIONALE POUR L'ÉLIMINATION DE LA DISCRIMINATION RACIALE

Chaque année depuis 1966, le 21 mars est la journée internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Ce jour-là en 1960 en Afrique du Sud à Sharpeville, la police a ouvert le feu contre une manifestation pacifique de lutte pour la suppression des passeports raciaux intérieurs tuant ainsi 69 personnes.

Aujourd'hui en France, les actes racistes ont augmenté significativement (+36 % en 2023 d'après le ministère de l'Intérieur) et ce malgré un faible taux de dépôt de plainte. En effet, 96 % des personnes estimant avoir subi au moins un acte raciste au cours de l'année ne portent pas plainte selon l'INSEE.

Cette montée du racisme en France est bien sûr une des conséquences de la montée de l'extrême droite qui désigne les étrangers, les musulmans et l'immigration comme les seuls responsables des maux économiques et sociaux de notre pays. Ces discours de haine se diffusent dans les médias et dans le discours d'une part



Nous sommes solidaires des travailleurs et travailleuses français·e·s ou étranger·e·s victime de racisme ainsi que de leurs familles. Nous réaffirmons que ce n'est pas l'immigration qui crée le dumping social mais l'absence de droits. Ils/elles font partie intégrante de la classe ouvrière de notre pays et doivent bénéficier de l'égalité des droits, sans distinction.

Nous sommes donc tous et toutes concernées et c'est dans ce contexte qu'en Isère plusieurs manifestations ont eu lieu le 22 mars pour dire stop au racisme et aux discriminations. Nous étions plus de 4000 à Grenoble dont beaucoup de jeunes, plus de 150 à Vienne, mais aussi à Pont de Cheruy sans compter plus de 600 personnes à Valence dans la Drôme.

La réussite de cette marche des solidarités, nous la devons à l'union de

l'ensemble des acteurs et actrices qui luttent quotidiennement contre ce fléau : les associations, les syndicats et les collectifs de sans-papiers et de mineur·es isolé·e·s. Il faut continuer et renforcer la collaboration entre ces acteurs pour continuer à combattre sans relâche les idées et les organisations d'extrême-droite.

Nedjma Bendiab,
animatrice du collectif
Lutte contre le racisme et
l'antisémitisme de l'UD 38



importante des politiques jusqu'au plus haut sommet de l'État. Ils visent de fait par ricochet l'ensemble de nos concitoyens ressemblant de près ou de loin à l'idée que l'on se fait d'un immigré, d'un étranger.

Le contexte de la guerre à Gaza participe aussi de la haine anti-musulmane et anti-juive. Les actes violents contre les personnes porteuses de signes religieux sont aussi en augmentation. Les dégradations contre les lieux de cultes, allant parfois jusqu'à la mise en danger des personnes, se multiplient parfois dans le silence des autorités. Ces actes sont parfaitement assimilables à des actes racistes et ne peuvent pas être minimisés.



INTERVIEW DE CASTRO ABDALLAH PRÉSIDENT DE LA FENASOL

FÉDÉRATION NATIONALE DES OUVRIERS ET EMPLOYÉS DU LIBAN

Entre la FENASOL et la CGT, entre la FENASOL et la CGT Isère, c'est une belle histoire de solidarité, de fraternité !

Jean-Jacques GUIGON : Bonjour Castro. Heureux que la CGT Isère ait cet échange avec toi. Il s'inscrit entre autres, dans la prolongation de cette mission CGT au Liban à laquelle j'avais participé avec Lynda Bensella ancienne Secrétaire Générale de notre Union Départementale. Avec toi nous avons rencontré (je suis sûr que tu t'en souviens), le Directeur de l'OIT en poste au Liban, le Ministre du Travail, l'Ambassadeur de France, mais aussi les diri-



geants de la FENASOL. Et rappelle-toi Castro, cette rencontre inoubliable avec les travailleuses domestiques du Cameroun ou des Philippines qui par dizaines nous avaient apporté un dimanche sur le peu de temps libre qu'elles avaient, le témoignage de leur insupportable exploitation. Et depuis il y a la guerre, il y a l'insupportable agression israélienne contre Gaza et contre le Liban. Aggression qui est forcément terrible pour les Libanais, pour les travailleurs...

Castro ABDALLAH : Bonjour Jean-Jacques. Effectivement la situation au Liban est marquée par une crise économique et sociale étouffante, aggravée par les répercussions de l'agression sioniste brutale contre notre patrie. Aggression qui a laissé derrière elle dévastation et destruction, et davantage de souffrances encore pour les groupes les plus marginalisés des travailleurs en particulier dans le secteur de l'agriculture où les terres brûlées au phosphore blanc sont aujourd'hui inexploitable.



Sont touchés également les travailleurs du secteur de la construction, les journaliers et plus globalement tous ceux qui travaillent dans l'économie informelle. Et je ne parle pas des morts causés par les bombardements sionistes, les destructions de logements, d'infrastructures mais aussi d'entreprises

qui ont des conséquences terribles pour les populations. Mais il faut bien que vous sachiez que malgré cette obscurité, il y a encore des bougies qui brillent. Il y a encore ceux qui tiennent debout et qui résistent !



JJG : Que pourrais-tu nous dire sur un Liban qui aujourd'hui subit à la fois une insupportable agression extérieure et des divisions communautaires internes importantes ?

CA : Je te répondrai libération de notre sol et libération sociale. Je m'explique : Nous, à la FENASOL, nous adhérons à la priorité de libérer toute la patrie de l'occupation sioniste et au droit de lutter et de défendre les droits de la classe ouvrière et de tous les groupes de travailleurs pour la libération sociale. Les deux questions sont intimement liées. Nous cherchons à parvenir à un nouveau contrat social fondé sur la justice sociale, l'égalité et la non-discrimination entre les travailleurs. Non, sur la base de la nationalité, de la couleur, du sexe, de l'origine ou de la religion...

Nous exigeons que l'Etat libanais modifie profondément sa législation du travail et ratifie les accords internationaux relatifs au travail décent, à la protection des droits des travailleurs et au droit de s'organiser librement en syndicats, afin qu'ils soient à minima conformes aux normes internationales du travail.

Nous sommes aussi bien évidemment pour l'unité d'action et nous avons décidé d'engager une campagne avec la CGT-L, avec les associations de défense des droits des femmes, contre la loi sur les loyers mais aussi pour l'augmentation du SMIC. Ces luttes dépassent tous les clivages confessionnels. Nous voulons des droits collectifs, les mêmes droits pour tous les libanais et tous ceux qui travaillent au Liban. Le Premier Mai a été l'occasion pour nous de revenir sur ces questions essentielles.

(La suite de cette interview paraîtra dans le Bulletin du mois de juillet)

Jean-Jacques GUIGON
Militant CGT Isère
Ancien Conseiller à l'Espace
« International » de la
Confédération



La Lutte est belle :

un album pour les 130 ans de la CGT

L'air de « L'Internationale », « Bella Ciao » ou encore « Le Chant des partisans » résonnent dans nos rassemblements et cortèges. Mais que chanteront les foules de travailleurs-ses dans un siècle ? L'ambition de La Lutte est belle !, l'album des 130 ans de la CGT, c'est de transmettre des chants de luttes historiques mais aussi d'inventer les airs de contestation et de résistance pour accompagner les combats présents et à venir.

Pour que l'album existe, nous avons besoin de vous, chaque don compte.

18 chansons, plus de 20 artistes et groupes d'horizons (musicaux) différents, des personnalités (re)connues et des nouvelles têtes, des piliers de la scène française et des jeunes talents. Par ailleurs, il se peut que quelques artistes d'autres domaines participent, que des collaborations de légende se préparent... Nous ne pouvons pas en dire plus pour le moment, mais **La Lutte est belle !** vous réserve de belles surprises !



Nous sommes heureux de vous révéler la pochette du CD dessinée par l'artiste RNST



L'album est proposé en contrepartie de vos dons de 30€ et plus, c'est un tarif de soutien qui nous permet de sécuriser la pérennité du projet.

... et qu'attendez-vous pour vous abonner à la NVO ?



un puits d'informations pour changer le monde